



DOSSIER DE PRESSE

24 avril 2023

L'UNION ÉTUDIANTE VIT, L'UNION ÉTUDIANTE VIVRA ! CES 22 ET 23 AVRIL, LE SYNDICALISME ÉTUDIANT CÉLÈBrait SON UNITÉ.

300 représentants syndicaux et représentantes syndicales se sont réuni-es à Paris ce week-end du 22 et 23 avril pour fonder l'Union étudiante et élire la 1ère Equipe nationale de cette toute nouvelle organisation.

Ce 1er Congrès aura été riche en débats, formations et échanges afin de reconstruire le syndicalisme étudiant et de repartir de ce week-end empli-es d'une nouvelle force pour faire battre Emmanuel Macron en retraite. Ainsi, ce 1er Congrès s'est doté d'une feuille de route claire pour les semaines et mois à venir à travers une proclamation votée à l'unanimité.

Emmanuel Macron a déjà perdu, mais nous n'avons pas encore gagné. Nous devons donc mettre toutes nos forces dans la mobilisation en cours et les luttes à venir.

L'Union étudiante prendra part à l'ensemble des rassemblements, manifestations et blocages économiques et appelle les étudiant-es à rejoindre et se saisir massivement de la date du 1er mai, qu'elle souhaite unitaire et parfaitement historique.



PROCLAMATION DU 1ER CONGRÈS DE L'UNION ÉTUDIANTE

Ce week-end du 22 et 23 avril 2023, près de 300 représentants syndicaux et représentantes syndicales venu·es de toute la France se sont rassemblé·es pour fonder ce qui est désormais le 1er syndicat étudiant.

Ce 1er Congrès marque la réunification du syndicalisme étudiant de transformation sociale, celui qui, prenant sa source dans la charte de Grenoble, a structuré le mouvement Devaquet, a combattu la Guerre d'Algérie et a permis le retrait de la loi sur le CPE en 2006.

Ce 1er Congrès marque également l'affirmation d'une démarche syndicale fondée sur un ancrage territorial et le respect de l'autonomie locale. Celle-ci se veut majoritaire pour défendre et représenter les étudiant·es tout en évitant les dérives - notamment antidémocratiques - et les écueils du passé en étant capable de s'adapter selon les évolutions de son milieu et de la société.

Nous avons aujourd'hui besoin d'un syndicalisme étudiant indépendant qui soit le plus fort possible pour se battre contre les attaques libérales qui nous sélectionnent et nous précarisent toujours plus. La loi ORE et l'instauration de Parcoursup en 2018 ou la multiplication par 16 des frais d'inscription pour les étudiant·es extra-européen·es en sont le symbole. Alors que les phases de candidature sur Parcoursup et Mon Master viennent de se clore, nous savons d'ores et déjà que des milliers de jeunes seront privé·es du droit d'étudier. Nous considérons que les syndicats étudiants ont pour premier objectif de défendre les étudiant·es. Or, nous ne pouvons les défendre si ceux-ci se voient refuser l'entrée à l'Université. En ce sens, nous revendiquons l'abrogation pure et simple de ces plateformes et la fin de toute sélection sociale à l'Université.

C'est justement en prônant la construction de nouvelles universités, en revendiquant la démocratisation et la gratuité de l'enseignement supérieur - y compris pour les étudiant·es étranger·es - et l'accès de tous·tes à la formation de leur choix que nous participons à la formation de citoyen·nes éclairé·es et que nous pourrons répondre aux enjeux de notre génération.

La précarité étudiante, quant à elle, continue d'exploser et les réponses du gouvernement restent largement insuffisantes. Entre augmentation dérisoire des bourses et refus du repas à 1€ pour tous·tes, Emmanuel Macron et sa minorité présidentielle font le choix de nous enfermer dans la précarité.

A l'opposée, par la recherche de l'autonomie et de l'émancipation de la jeunesse, en luttant pour la mise en place d'un système permettant à tous·tes les étudiant·es de vivre au dessus du seuil de pauvreté et pour une transformation pédagogique, nous construirons un autre projet de société.



L'Union étudiante fait ses premiers pas alors que nous connaissons un mouvement social que l'on peut déjà qualifier d'historique. Historique par sa masse, par sa durée et son intensité.

Historique aussi par la violence inouïe des politiques du désordre d'un Ministère de l'Intérieur en perdition, par l'herméticité de nos institutions et l'entêtement d'un Président de la République barricadé dans son palais.

Historique, enfin, de par la place centrale qu'occupent les forces syndicales, l'espoir d'un autre monde qui a été soulevé et de par les responsabilités qui nous incombent.

Cette bataille contre la réforme des retraites est loin d'être terminée. L'Union étudiante continuera à la mener jusqu'au retrait pour défendre notre système de protection sociale, pour garantir le droit au repos après une longue vie de travail et pour ne pas aggraver un chômage des jeunes déjà record.

Nous vivons actuellement l'une des plus grandes crises politiques connues sous la Ve République. Nos libertés et nos droits ont été attaqués de toute part ces dernières années et particulièrement ces derniers mois par le gouvernement Macron-Borne, chaque fois avec davantage de violence. Nous ne nous laisserons pas faire face aux dénis de démocratie et aux dérives autoritaires d'un gouvernement qui souhaite une jeunesse qui se tient sage, en garde à vue ou au garde à vous, comme en témoignent leurs politiques bellicistes et leur SNU dont nous exigeons l'abrogation.

Nous le disons désormais depuis janvier : la bataille des retraites - hautement symbolique - est et doit être pour nous la mère des batailles. Nous la mènerons jusqu'au bout. Nous ne pouvons laisser là un boulevard au fascisme qui nous attaque impunément sur les réseaux sociaux, dans la rue et jusque sur nos lieux d'études et qui profiterait d'une telle crise politique.

Les chantiers que nous devons relever s'annoncent être de taille. Nous devons construire le syndicat de toutes les luttes : anti-raciste, féministe, anti-LGBTI+phobies, anti-validiste, mais aussi écologiste, antifasciste, anticapitaliste et pour la justice sociale.

Nous devons défendre une société égalitaire à même de répondre aux enjeux de l'urgence climatique et de la bifurcation écologique, constituant un rempart solide contre l'extrême-droite et permettant l'émancipation des personnes discriminées. Nous pouvons - et nous devons - être en capacité de transformer l'Université comme de transformer la société.

Au fil de la mobilisation, notre répertoire d'actions s'est renouvelé et s'est enrichi, la bataille de l'opinion a largement été remportée et les adhésions à nos syndicats se font de plus en plus nombreuses. Nous devons d'ores et déjà nous préparer à offrir un débouché syndical et politique clair à cette génération qui manifeste, qui bloque et qui se fait réprimer pour la première fois. L'Union étudiante a précisément l'ambition d'être cet outil d'organisation et d'émancipation de la jeunesse.



Un mouvement social est un moment de transformation de soi et de transformation de la société. Pour nous, il aura été un moment de transformation également de nos organisations, guidées par l'intérêt général et la recherche du meilleur outil pour défendre et conquérir des droits pour les étudiant·es, prendre toute notre place dans le mouvement social et exiger un droit à un avenir digne. L'heure est désormais à la radicalité et à l'unité, loin des balbutiements et des guerres de chapelle.

En ce sens, le 1er Congrès de l'Union étudiante appelle :

- à rejoindre la journée d'action organisée par la CGT et des secteurs mobilisés ce vendredi 28 avril afin de mettre en lien étudiant·es et travailleur·euses pour bloquer économiquement et efficacement le pays - et continuer ce travail sur la durée du mouvement.
- à investir massivement la date du 1er mai, en invitant également les syndicats étudiants étrangers qui souhaiteraient nous rejoindre.
- à rejoindre tous les rassemblements, toutes les manifestations et tous les blocages économiques organisés pour faire battre Emmanuel Macron en retraite.

Aussi, dès la rentrée 2023, l'Union étudiante organisera une campagne de syndicalisation auprès des étudiant·es, forte de son implantation territoriale large et de son action locale, pour s'organiser, s'émanciper et lutter ensemble.

Elle organisera également, à ce moment, une lutte des sans-fac pour faire inscrire tous·tes les étudiant·es dans la filière de leur choix et également contre la sélection sociale à l'université.

Alors que nous assistons au dernier souffle d'un régime et d'un système en bout de course, à nous, syndicalistes, et à tous·tes les étudiant·es qui nous rejoindrons, de construire une alternative pour une société plus juste et égalitaire.



ÉTAIENT PRÉSENTES:

51 ORGANISATIONS LOCALES

**300 SYNDICALISTES VENU·ES
DE TOUTE LA FRANCE**

**1 ÉQUIPE NATIONALE
11 MEMBRES**

**DEUX JOURS DE DÉBATS
ET DE FORMATIONS**

ONT ÉTÉ ÉLU·ES :

PORTE-PAROLAT

ÉLÉONORE SCHMITT

HUGO PREVOST

SECRÉTAIRE FÉDÉRALE

EMMY MARC

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

KAREL TALALI

PAULINE LEBARON

ÉQUIPE NATIONALE

LYES BELHADJ

ZINEDINE AMIANE

HUGO JEAN

THAÏS DANIEL

STEVE XHIHANI

ANTOINE TEDESCO



MOTION EN SOUTIEN AUX ÉTUDIANT·ES MAHORAIS·ES

Le 1er Congrès de l'Union étudiante réuni le 23 avril s'oppose fermement aux politiques autoritaires et colonialistes que l'État français applique à Mayotte et apporte son soutien aux habitant·es et étudiant·es mahorais·es.

Nous dénonçons l'expérimentation inqualifiable de déportations par le Gouvernement avec l'opération "Wuambushu". L'abandon des territoires d'outre-mer et la répression violente de leurs populations est un scandale d'État que nous nous devons de combattre.

La situation à Mayotte, département français d'environ 300 000 habitant·es, est déjà catastrophique : 80% des habitant·es vivent sous le seuil de pauvreté et 70% de la population a moins de 25 ans. Un département français mit complètement à l'abandon par l'État français.

Le centre universitaire de Mayotte, le seul dans le département, n'accueille que 1 800 étudiant·es pour 300 000 habitant·es. Or le nombre d'étudiant·es ne fait qu'augmenter et va doubler en 2025. Une antenne CROUS de la Réunion pour Mayotte est insuffisante.

Les étudiant·es de Mayotte sans distinction raciste ni d'origine doivent bénéficier d'une véritable université de plein exercice, d'un CROUS indépendant, ainsi que d'infrastructures de logements étudiants et de restauration dignes d'un centre universitaire.



TEXTE D'INTRODUCTION DU 1ER CONGRÈS DE L'UNION ÉTUDIANTE

Cher·es camarades,

Bienvenue à toutes et tous pour ce 1er Congrès de l'Union étudiante et merci d'avoir été près de 300 cadres syndicaux à venir de toute la France pour participer à ce moment, que l'on espère être un moment historique et qui grave dans le marbre ce processus de réunification du syndicalisme étudiant.

Si nous sommes toutes et tous réunis ici, dans cette salle du Campus Condorcet, c'est parce que nous partageons des idéaux communs, nous nous ancrons dans une démarche et une histoire commune.

C'est parce que nous sommes de ceux et de celles qui luttent. On a toutes et tous ici en tête le contexte inédit dans lequel prend place notre Congrès avec une démocratie bafouée, des dérives de plus en plus autoritaires de la part d'un gouvernement en perdition et d'un Président de la République barricadé dans son palais.

Le mouvement social que nous connaissons est tout simplement historique : historique par son unité, par sa durée et par sa portée, c'est pourquoi il est intéressant de revenir rapidement sur les raisons pour lesquelles nous nous mobilisons encore aujourd'hui.

Nous faisons face à une attaque des plus brutales envers nos conquêtes sociales avec une réforme des retraites qui vise à ôter deux ans de vie aux plus précaires de ce pays et qui n'aura pour seule conséquence qu'un accroissement des inégalités sociales, dans la droite lignée des politiques menées ces dernières années par un Président qui ne gouverne que pour les plus riches.

Si Emmanuel Macron a fait cette réforme, c'est pour deux raisons :

- 1/ C'est un libéral et il appliqué méthodiquement son logiciel de pensée
- 2/ Il voulait, un peu à la façon de Margaret Thatcher, être le chef d'Etat qui tuerait le mouvement social, en misant sur le fait que plus c'est gros plus ça passe et en pensant qu'une fois encore les Français seraient finalement résignés alors même qu'ils étaient déjà pris à la gorge par une inflation galopante et des conditions de vie et de travail de plus en plus précaires.

Toujours est-il que si Emmanuel Macron est bel et bien un libéral, je ne vous apprends rien ici, le deuxième point c'est avéré moins vrai : nous avons fait de cette bataille la mère des batailles et le mouvement social a retrouvé une nouvelle légitimité et une nouvelle force dans la période, avec plusieurs millions de manifestants et des milliers de grévistes à chaque grande journée de mobilisation.



Si nous n'avons pas encore gagné, Macron lui a déjà perdu. Par ses passages en force à répétition, il a perdu la bataille de l'opinion et le début de la fin de son quinquennat est d'ores et déjà signé.

Depuis le début de la mobilisation Macron veut qu'on passe à autre chose, on l'a vu quand la loi est passée au Sénat, il fallait passer à autre chose, quand le 49-3 a été utilisé, il fallait passer à autre chose et toujours quand le conseil constitutionnel l'a validé, à chaque fois le même discours, il faut passer à autre chose et maintenant il faudrait jouer la carte de l'apaisement.

Mais s'il y a désordre dans ce pays, ce n'est que du fait et de la main même de l'Etat, quand celui-ci cible les jeunes pour les brutaliser et les réprimer. Pour autant, la mobilisation chez les jeunes a été tout à fait remarquable puisque ces dernières semaines nous étions des centaines de milliers de jeunes dans les rues, plus encore qu'en 2006 quand nous avons alors obtenu le retrait du CPE. Sur le seul mois de mars, plus de 141 établissements d'enseignement supérieur ont été bloqués ou occupés. Cela montre bien que malgré les discours infantilisants, malgré le mépris, la gazeuse et la matraque, la jeunesse s'est mobilisée contre un projet de réforme des retraites injuste, brutal et injustifié mais aussi contre les dérives autoritaires de ce gouvernement.

Alors ici aujourd'hui nous l'affirmons et le disons très clairement : nous ne serons pas cette jeunesse que veut Emmanuel Macron, nous ne serons pas cette jeunesse qui se tient sage, qui soit soit en garde à vue, soit au garde à vous. C'est pourquoi nous ne laisserons pas nous mettre à genoux et nous ne lâcherons rien. Le mouvement étudiant est craint, nous le savons, encore il y a quelques semaines un macroniste le disait : que la jeunesse se mobilise, voilà leur hantise. Il faut dire qu'à plusieurs reprises, le mouvement étudiant a fait l'histoire de notre pays, ou du moins a contribué à l'écrire.

C'est le mouvement étudiant qui a été à l'origine de l'un des premiers actes de résistance sur le sol français en manifestant le 11 novembre 1940 malgré l'interdiction de l'occupant nazi. C'est le mouvement étudiant qui sur le continent a été à l'avant garde en soutenant l'autodétermination du peuple algérien. C'est le mouvement étudiant qui a fait la France en revendiquant un autre monde en 1968.

Il a fait la France et son histoire en organisant des convois jusqu'en Belgique pour permettre aux femmes de pouvoir avorter en sécurité quand cela était encore interdit dans notre pays.

Il a fait la France en portant l'idée de la démocratisation de l'enseignement supérieur, en permettant sa massification dans les années 80 et 90 et en résistant jusqu'à peu à toutes les tentatives d'université sélective.

En étant cette force de résistance, le mouvement étudiant a permis de peser sur les choix éducatifs et universitaires, il a permis de transformer l'université et de transformer la société. C'est précisément en nous appuyant sur cette Histoire que nous nous unissons aujourd'hui.



Si le syndicalisme se rassemble, ce n'est non pas pour des raisons bureaucratiques mais bien parce que l'unité s'est faite dans la lutte, par la base et par l'action.

Vous ne verrez pas ici de bataille de pouvoir et de place, pas de stratégie de billards à mille bande mais seulement la volonté de terminer de reconstruire le syndicalisme étudiant, de le faire avec toutes celles et tous ceux qui partagent cet objectif, et de proposer à l'ensemble des étudiant·es qui se sont mobilisé·es ces derniers mois un débouché, une organisation pour défendre nos droits et en acquérir de nouveaux, un outil pour organiser la solidarité, un outil pour s'émanciper et un syndicat pour améliorer nos conditions de vie et d'études.

Le mouvement étudiant quand il est fort et uni, il permet d'obtenir de belles et grandes victoires, mais aussi des avancées très concrètes pour les étudiant·es. Ainsi, par notre mobilisation, nous avons tout de même réussi à arracher 500 millions d'euros pour nos bourses à un gouvernement qui, on vous l'assure, n'avait pas prévu le quart de ces annonces encore quelques jours avant la conférence de presse de Sylvie Retailleau.

C'est notamment ce que les sorties des macronistes sur le petit-fils de Bernard Arnault laissaient présager quand il était question de voter le retour du repas à 1€ pour toutes et tous. C'est ça le rapport de force, c'est d'avoir pu, par notre mobilisation massive tordre le bras à un gouvernement pour mettre en protection sociale davantage d'étudiant·es et ça c'est le fruit du travail que l'on mène depuis le début d'année avec la revendication d'un revenu étudiant.

Emmanuel Macron disait en 2018 suite à l'affaire Benalla : s'ils veulent un responsable, il est devant vous, qu'ils viennent me chercher.

Et bien nous le disons, si la précarité tue, Emmanuel Macron en est le principal responsable, alors allons le chercher ! Rejoignons les comités d'accueil organisés partout en France, rejoignons les blocages économiques, rejoignons toutes les actions qui seront organisées et surtout participons à les construire afin que où que ce gouvernement aille, la colère populaire et la colère de la jeunesse les rattrapent.

Notre syndicalisme, je viens d'en donner quelques exemples, il n'est pas renfermé sur lui-même, il est ouvert vers l'extérieur, il est en lien avec les autres organisations du mouvement social. Il est présent à Sainte Soline, il est là en soutien à la LDH, il est dans les rassemblements et les manifs nocturnes contre la pratique autoritaire du pouvoir et les violences policières.

Notre syndicalisme est de toutes les luttes : féministes, anti-racistes, contre les LGBT+phobies, antifascistes, pour la justice sociale, engagé face à l'urgence climatique. Il est ouvert à l'international, comme en témoigne aujourd'hui la présence de camarade espagnol. Il prend en compte les étudiant·es de tous les territoires, et je pense notamment aujourd'hui à ceux de Mayotte.



C'est par cette démarche syndicale, résolument ouverte et résolument ancrée sur le territoire que nous lutterons et que nous continuerons à obtenir des victoires. Cette année nous n'avons pas été en reste, quand nous nous sommes battus contre la hausse des frais d'inscription à Science Po Paris, quand nous avons voté la fin de la sélection à Montpellier et que nous avons défendu notre droit aux rattrapages et compensations à Aix-Marseille ou encore lorsque nous avons fait reculer de façon historique le corporatisme à Strasbourg avec une AFGES qui a réalisé son plus bas score de l'histoire ou encore quand malgré les assauts et la diffamation des ces même forces corporatistes, nous remportons largement la confiance et le soutien des étudiant·es rennais·es.

Et à l'heure où chacun et chacune mesure la catastrophe que représente cette plateforme Mon Master qui a fermé son portail voilà deux jours et que nous avons dénoncé de bout en bout, avec l'Union étudiante, nous nous dotons aujourd'hui d'un outil pour démultiplier ces victoires, pour obtenir la création de nouvelles places à l'université dont 30 000 aujourd'hui en Master en urgence, pour mettre fin à la sélection et à ces plateformes de tri et acter enfin la démocratisation de l'enseignement supérieur, la mise en protection sociale de la jeunesse avec comme ambition non dissimulée de devenir à terme la première organisation étudiante de ce pays.

Pour conclure, vous l'aurez compris ce Congrès s'ouvre dans un contexte de mobilisation inédit et dans lequel nos responsabilités sont grandes. Chaque jour les actions se multiplient partout en France, les blocages se poursuivent comme dans les Yvelines jeudi ou comme c'était déjà le cas à Lille, Reims, Rennes et Bordeaux depuis quelques semaines avec des réseaux ferroviaires, routiers ou des entreprises mis à l'arrêt. Désormais les membres du gouvernement ne peuvent aller nulle part sans être confronté à la réalité de l'opposition populaire, comme à Toulouse avec une Ministre qui a annulé vendredi son déplacement ou en Alsace et dans l'Hérault autour des sorties d'Emmanuel Macron.

Certes l'année universitaire est bientôt finie et le blocage des facs atteint ses limites, ce n'est pas pour autant le cas de la mobilisation.

Les fermetures administratives et la fin de l'année ne nous permettent plus de bloquer nos facs ? Qu'à cela tienne, allons bloquer le pays ! Faisons de ce 1er mai une date historique, rejoignons toutes les casseroles, et tout ce qui sera organisé. Macron voulait les 100 jours de l'apaisement ? Et bien à nous de sortir de ce Congrès avec une feuille de route claire pour les semaines à venir à lui opposer. Partout où il y a des travailleurs et des travailleuses en grève, les sections de l'Union Etudiante seront présentes pour leur apporter leur soutien. Route, aéroport, gare, centrales énergétiques, dépôt de transport et de carburant et j'en passe... Le nombre de lieux stratégiques ne manquent pas pour que nous allions y apporter notre renfort.



Et oui, je vous le dis, ils tenteront de tuer la contestation et de nous faire rentrer tranquillement chez nous. Mais ce n'est pas la répression qui nous fera taire. On l'a vu, encore hier la police délogeait l'occupation du site de Clignancourt et ici-même en janvier les CRS sont venus sur un lieu d'études pour arrêter arbitrairement et mater la jeunesse à coups de matraque. Face à ça, nous le disons clairement : contre la répression on arrêtera pas de lutter comme dit la chanson et nous serons toujours aux côtés de tous·tes les étudiant·es poursuivi·es dans le cadre de ce mouvement et plus encore, nous demandons l'amnistie et la relaxe pour tous·tes les camarades arrêté·s, comme c'est le cas de certain·es parmi nous aujourd'hui.

J'en terminerai là en partageant une citation de Salvador Allende, qui furent également ses tout derniers mots :

Je m'adresse à la jeunesse, à ceux qui chantèrent et
livrèrent leur joie et leur esprit de lutte
N'oubliez jamais que bientôt s'ouvriront à nouveau les
larges avenues qu'empruntera l'homme libre pour bâtir
une société meilleure.

Mes cher·es camarades, je vous souhaite un excellent Congrès à toutes et tous et surtout : longue vie à l'Union étudiante.

L'UNION ÉTUDIANTE

Site : www.unionetudiante.fr
Facebook : @unionetudiante_
Instagram : @union.etudiante_
Twitter : @unionetudiante_

CONTACTS PRESSE

presse@union-etudiante.fr
07 78 57 64 15

